

François Hollande délégué US aux "affaires africaines".

7 mars 2014

Afrique du Nord et Subsaharienne au menu France-USA



François CHARLES

Ce n'est pas seul mais entouré des patrons français du CAC 40 que François Hollande s'en est allé rencontré le président des États-Unis.

"Alliance retrouvée" et maintien de l'ordre mondial

Au centre des discussions, "préoccupations économiques" et... maintien de l'ordre...en Afrique. Tensions économiques dont il aurait été difficile, eu égard à l'amplitude de la crise, à camoufler la récurrence et nouveau partage du maintien de l'ordre mondial, dans lequel la France se pousse du col, depuis Sarkozy, pour figurer en bonne place.

Grandiose réception à la Maison Blanche, voyage privé dans le présidentiel Air Force One, rencontre avec les plus gros patrons étasuniens, bonne humeur à tous les étages... Obama aura, sans conteste, réservé un accueil particulièrement soigné à son homologue français. Au point que le quotidien français *Les Echos*, pourtant peu enclin à flatter le président français, a pu titrer en Une "*Obama et Hollande célèbrent leur rapprochement*".

Pour ce qui est de la crise économique et financière, on aura eu la langue de bois diplomatique réservée, comme d'habitude, au "côté cour". Ainsi, Obama soutiendra-t-il l'orientation politico-économique du président français : "*La France a fait des réformes structurelles fortes et difficiles qui la rende plus compétitive pour l'avenir*", tandis que Hollande lui répondra que : "*La reprise de l'économie américaine est une référence pour l'Europe*". Ascenseur et renvoi d'ascenseur. Cependant, sachant que la FED continue toujours à faire tourner la planche à billets, que le chômage aux États-Unis ne diminue pas d'un pouce et que les efforts français sont jugés, outre atlantique, beaucoup trop timides, il y a fort à parier que "côté jardin" les échanges auront été nettement plus musclés.

Sénégal, Somalie, Mali, Centrafrique... le "remote control"

Si, s'agissant des affaires économiques, les discussions sont demeurées confinées aux entretiens bilatéraux et, in fine, secrètes, il n'en fut pas de même, bien au contraire, concernant la vision internationale des deux présidents et tout spécialement de celle de l'Afrique. C'est en effet dans une tribune commune, publiée en amont du sommet, que les deux chefs d'État avaient ensemble annoncé la teneur de l'orientation qu'ils souhaitaient arrêter : "*Du Sénégal à la Somalie et tout particulièrement au Mali, au Sahel et en Centrafrique, l'Afrique est le théâtre le plus visible du nouveau partenariat Etats-Unis France...*". Une déclaration liminaire qui a le mérite d'être claire. Et, au vu de ses menées en cours dans les pays d'Afrique, le moins qu'on puisse dire est que la France, à l'inverse de bon nombre d'autres "amis" de l'Amérique, prend hardiment sa part du boulot !

Pour leur part, les États-Unis, embourbés en Afghanistan, en butte aux actions terroristes, confrontés à la crise mondiale et au coût des guerres, ont désormais fait le choix de la "délégation". Une nouvelle stratégie dite du

contrôle à distance ou "remote control". Ce contrôle à distance, très pratique et évidemment beaucoup moins coûteux, suppose que soient réunies des alliances armées de pays, ou des coalitions ponctuelles, dont les actions de guerre sont pilotées, à distance, par les chefs d'état major étasuniens.

La vraie première expérimentation du concept fut appliquée, sous le couvert aisément acquis de l'OTAN, à la Libye avec le succès que l'on connaît (1). Nicolas Sarkozy, vaillant va-t-en guerre, illustrant alors parfaitement le contenu du partenariat qui se dessinait dans les cerveaux étasuniens sur les décombres de l'état libyen : "Nous commandons, vous exécutez. Les bons collaborateurs auront droit aux miettes tombées de la table..."

France, meilleur élève de la classe impériale ?

Guerre de destruction contre la Libye, vellétés de guerre frontale contre la Syrie, Côte d'Ivoire, interventions armées sur le sol africain...il est clair que, dans cette nouvelle répartition internationale des tâches voulue par la première puissance mondiale, la France, de Droite comme de Gauche, tient à occuper son rang de bon supplétif, de meilleure élève de la classe. Celle qui sera récompensée par les miettes...

Pourtant, le meilleur exécutant de la *Pax Americana* est-il vraiment à la hauteur de la tâche ?

A regarder le terrain de ses opérations, on est en droit d'en douter. En effet, alors que Catherine Samba-Panza, présentement présidente de la RCA déclare : "*Il ne faut pas négliger les risques de partition...Nous devons être interpellés...*" (France Inter 20 février), la situation ne fait que se dégrader dans le pays où, pourtant renforcés de 400 unités supplémentaires, les militaires français ne parviennent pas – mais le veulent-ils vraiment ? – à enrayer les exactions des milices anti-balaka qui, poussant les populations musulmanes vers le Nord, accentuent le risque de partition d'un pays sans état et déjà totalement disloqué.

S'agissant du Mali, autre théâtre d'intervention armée de la France, rien ne va plus. On peut même affirmer que les choses empirent au lieu de s'améliorer. Au Nord c'est plus d'une trentaine de commerçants touarègues qui ont été tués récemment dans une attaque armée alors que les djihadistes du Mujao revendiquaient l'enlèvement des cinq membres de la Croix Rouge Internationale.

La signature de l'accord de coopération que le quai d'Orsay tente d'imposer au Mali, qui n'est en fait qu'une autorisation permanente de stationnement de troupes françaises sur le territoire et qui devait être signé le 20 janvier, a encore été repoussée. Nul doute que c'est la désapprobation massive des populations à cet accord qui met ainsi la France, et le président malien, en difficulté.

Dans un rapport récent de 2014, Ban Ki-Moon, secrétaire générale de l'ONU, note que "*la prestation des services sociaux de base demeure limitée dans le Nord où seul un petit nombre de fonctionnaires a repris le travail.*" il remarque également que, dans la région de Kidal "*seulement trois écoles fonctionnent accueillant 279 élèves, contre 57 écoles accueillant 7 938 élèves avant la crise.*"

On est très loin du fameux retour à l'ordre annoncé...

Mais au fond, lorsqu'à Washington, Obama et Hollande s'entretiennent sur l'ordre mondial, parlen-t-il d'un ordre qui garantirait paix et sérénité aux populations ou d'un ordre permettant à leurs grands grandes entreprises de pérenniser leurs activités ? Mystère...On sait en tout cas, que si les populations concernées étaient totalement absentes à ce sommet, les grands patrons y étaient, eux, très bien représentés et fort écoutés.

France et USA, l'Algérie sous la double menace

C'est dans le cadre du nouveau partenariat que se sont, tout récemment, déroulées en France des manœuvres militaires communes franco-étasuniennes. Des marines étasuniens et des militaires français ont, en effet, participé à un exercice commun que l'AFP désigne ainsi dans un communiqué : "*La capture de Geronimo, un exercice militaire franco américain, près de la ville de Nîmes*" (Agence France Presse). On apprend dans ce communiqué que les marines étasuniens sont basés à...Moron.

Le quotidien Libération nous en dit davantage sur la nature des participants et les objectifs de l'exercice : "*Le SPAGTF-CR, Special Purpose Marine Air Ground Task Force for Crisis Response, est une unité d'élite des*

Marines. Créée après l'attaque armée contre le consulat américain de Benghazi, en Libye, en septembre 2012, au cours de laquelle quatre personnes, dont l'ambassadeur américain, avaient péri, elle a pour mission d'intervenir très vite en Afrique.

« L'objectif est d'être capable de répondre à des situations instables, à des crises imprévues dans des délais très brefs et de façon autonome », explique le capitaine chef de la section, Mark Robinson, soulignant que cette unité, installée depuis le 27 avril 2013 sur la base de Moron de la Frontera, près de Séville, fonctionne sous le commandement d'Africom et parfois d'Eucom. « L'intérêt est la rapidité de réaction », ajoute le capitaine Robinson. (in Libération 14 février 2014)

On savait depuis avril 2013, date de l'implantation des marines à Moron, pointe sud de l'Espagne, que les États-Unis, après avoir couché l'Algérie sur la liste des "pays à risques pour les diplomates", ne cachaient pas leur projet d'y intervenir "si besoin" (2). Ce qui est nouveau en revanche, c'est que la France, s'engageant comme supplétif des intérêts étasuniens dans le monde et plus spécialement sur les questions africaines, s'engage aussi sur des modalités d'appui direct à des guerres étasuniennes. Sera-ce le cas en Algérie ?

Connaissant l'instabilité actuelle du pays à la veille d'élections présidentielles sujettes à controverses violentes et en proie à de nombreux conflits sociaux, il y a tout lieu de craindre que, du point de vue des critères étasuniens "d'évaluation des risques" et autres "situations à risques", une intervention soit possible, envisageable, voire prévue.

24 février 2014

1/ C'est justement le Président Sarkozy qui aura fait réintégrer la France dans l'OTAN...

2/ Sur le danger d'intervention militaire en Algérie, se reporter à "l'Algérie dans la ligne de mire des USA" ou "l'Algérie dans l'oeil du viseur US" sur www.lautrefarique.info

»» <http://www.lautrefarique.info>